

## Les Compléments de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH)

### Définition

L'attribution d'un complément est notamment décidée en fonction des frais supplémentaires occasionnés par le handicap de l'enfant: ces dépenses doivent donc pour être prises en compte entraîner un **surcoût** par rapport aux frais d'entretien d'un enfant de même âge sans handicap, et ne pas être déjà prises en charge par un régime d'assurance maladie ou une mutuelle. Elles doivent également être appuyées des justificatifs correspondants : factures pour les dépenses déjà engagées, devis pour les dépenses prévisionnelles. Chaque situation étant examinée au cas par cas, il faut souligner que le classement dans l'une des six catégories n'est pas nécessairement lié à la gravité du handicap lui-même, mais à ses répercussions en terme de coût financier pour les parents. **Le montant du complément s'ajoute à l'Allocation d'Education de l'Enfance Handicapé de base.**

**Le Complément de 1<sup>ère</sup> catégorie** attribué si le handicap de l'enfant entraîne, par sa nature ou sa gravité, des dépenses mensuelles égales ou supérieures à 56 % de la base mensuelle du calcul des allocations familiales à 227,48 € (**ce montant minimum ainsi que les montants suivants sont applicables au 1<sup>er</sup> Avril 2014**).

**Le Complément de 2<sup>ème</sup> catégorie** attribué si le handicap de l'enfant :

**1<sup>er</sup> cas :** Entraîne des dépenses mensuelles supérieures ou égales à 227,48 €

**2<sup>ème</sup> cas :**

- Contraint l'un des parents à réduire son activité professionnelle au moins 20 % ou plus

**Ou**

- Exige le recours à une tierce personne au moins 8 h par semaine

**Ou**

- Entraîne des dépenses mensuelles supérieures ou égales à 394,02 €

**Le Complément de 3<sup>ème</sup> catégorie** attribué si le handicap de l'enfant :

**1<sup>er</sup> cas :**

- Contraint l'un des parents à réduire son activité professionnelle d'au moins 50 % par rapport à un taux plein

**Ou**

- Exige le recours à une tierce personne au moins 20 h par semaine

**2<sup>ème</sup> cas :**

- Contraint l'un des parents à réduire son activité professionnelle au moins 20 % ou plus

**Ou**

- Exige le recours à une tierce personne au moins 8 h par semaine

**Et**

- Entraîne des dépenses mensuelles supérieures ou égales à 239,06 €

**3<sup>ème</sup> cas :**

- Entraîne des dépenses mensuelles supérieures ou égales à 503,70 €

Tourner la page ↩



## Les Compléments de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé (AEEH)

**Le Complément de 4<sup>ème</sup> catégorie** attribué si le handicap de l'enfant :

**1<sup>er</sup> cas :**

- Contraint l'un des parents à n'exercer aucune activité professionnelle

**Ou :**

- Exige le recours à une tierce personne rémunérée à temps plein

**2<sup>ème</sup> cas :**

- Contraint l'un des parents à réduire son activité professionnelle au moins de 50 % ou plus

**Ou**

- Exige le recours à une tierce personne au moins 20 h par semaine

**Et**

- Entraîne des dépenses mensuelles supérieures ou égales à 335,41 €

**3<sup>ème</sup> cas :**

- Contraint l'un des parents à réduire son activité professionnelle de 20 % ou plus

**Ou**

- Exige le recours à une tierce personne au moins 8 h par semaine

**Et**

- Entraîne des dépenses mensuelles supérieures ou égales à 445,08 €

**4<sup>ème</sup> cas**

- Entraîne des dépenses mensuelles supérieures ou égales à 709,12 €

**Le complément de 5<sup>ème</sup> catégorie** attribué si le handicap de l'enfant :

- Contraint l'un des parents n'exercer aucune activité professionnelle

**Ou**

- Exige le recours à une tierce personne rémunérée à temps plein

**Et**

- Entraîne des dépenses mensuelles supérieures ou égales à 291,01 €

**Le complément de 6<sup>ème</sup> catégorie** attribué si le handicap de l'enfant :

- Contraint l'un des parents n'exercer aucune activité professionnelle

**Ou**

- Exige le recours à une tierce personne rémunérée à temps plein

**Et**

- Impose des contraintes permanentes de surveillance et de soins à la charge de la famille.

### Financeurs

La Caisse d'Allocations Familiales (CAF) ou la Mutualité Sociale Agricole (MSA)

**Textes de référence :** Code de la Sécurité Sociale Articles L 541-1 à 4 et R 541-1 à 10 - Code de l'Action Sociale et des Familles Articles L 146-10 et L 241-9

Mise à jour le 24/02/2016

Pour plus d'information, rendez-vous sur

[www.mdp77.fr](http://www.mdp77.fr)